

« TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS » (Karl Marx)

Lutte ouvrière

Île de La Réunion

Bi-mensuel de Lutte ouvrière N° 88

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Supplément au journal Lutte ouvrière N° 2706 - Prix : 1€

Éditorial

Des États-Unis au monde entier : à bas le racisme et les violences policières !

Manifestons le 16 juin : pour financer l'hôpital, il faut faire payer le capital !

Page 3

Le racisme de la police, un produit de l'ordre social

Page 4

Collectivités locales : frappées par la crise et le gouvernement

Page 6

Quatre siècles de violences contre les Noirs américains

Page 11

Maurice

Le groupe Accor fait payer la crise à ses salariés

Page 12

Vague de colère dans le monde

Contre le racisme et l'injustice, la jeunesse révoltée



Des États-Unis au monde entier : à bas le racisme et les violences policières !

L'onde de choc créée par le meurtre de George Floyd, il y a deux semaines à Minneapolis, continue de se propager au monde entier. Aux États-Unis, ces derniers jours, des centaines de milliers de personnes ont encore manifesté pour crier leur colère. Leur colère contre le meurtre raciste, de sang-froid, d'un homme à terre et menotté, qui dit qu'il ne peut plus respirer et va mourir. Leur colère contre ce sinistre écho de l'époque des lynchages et de la ségrégation, cette barbarie avec laquelle le capitalisme américain s'est construit. Comme cela a été dit lors d'un hommage, ce genou sur le cou de George Floyd, c'est celui qui écrase depuis longtemps les Noirs américains, aujourd'hui discriminés au travail, pour le logement, dans l'éducation et la santé, ainsi que l'a montré le lourd tribut qu'ils ont payé au coronavirus.

Quand Obama fut élu, certains ont dit que c'était la preuve que le pays avait soldé l'héritage de l'esclavage et de la ségrégation. On voit aujourd'hui que ce racisme gangrène toujours l'appareil d'État américain, de la base au sommet. À la base, avec ces flics racistes, chargés de défendre la loi et la propriété bourgeoise, et pour laquelle la vie des pauvres, des Noirs en particulier, ne vaut pas cher. Avec ces juges, qui les emprisonnent massivement. Au sommet, avec des hommes comme Trump, qui a fait sa carrière politique en stigmatisant les Noirs.

L'explosion de colère de ces derniers jours est sans doute aussi alimentée par la crise terrible que traverse la classe ouvrière américaine, avec ses 41 millions de travailleurs licenciés, avec ces dizaines de millions de personnes qui font la queue à l'aide alimentaire, tandis que Wall Street a retrouvé sa santé d'avant l'épidémie.

L'extension des manifestations au monde entier, de Buenos Aires à Sydney, de Jérusalem à Montréal, de Nairobi à Tokyo, résulte du fait que, partout, le racisme est présent. Partout, les violences s'abattent sur ceux qui, aux yeux des policiers, n'ont pas la bonne couleur de peau, la bonne nationalité et qui ont en outre, comme George Floyd, le tort d'être pauvre.

En France, des dizaines de milliers de personnes, des jeunes notamment, ont manifesté, malgré les interdictions. Le ministre Castaner s'en est offusqué, expliquant que la France est différente des États-Unis, et qu'ici la police n'est pas raciste. « *Des violences policières en France, cela n'existe pas, c'est un mensonge* », a renchéri le président du parti Les Républicains, tandis que le Rassemblement national appelait à la répression des manifestations par la police. Quel touchant consensus contre ces jeunes qui crient leur rejet du racisme !

La réalité, c'est que la police tue ici aussi, comme le sait la famille d'Adama Traoré, qui se bat depuis des années pour faire la vérité sur son décès aux mains des gendarmes. La réalité, c'est que la police est gangrénée par le racisme ici aussi, comme l'illustrent de nombreux épisodes récents. Il y a un mois, deux policiers marseillais ont été condamnés à des peines de prison pour avoir passé à tabac un jeune Afghane sur un parking ; après s'être défoulé, un des deux policiers avait dit à l'autre : « *Ça fait du bien !* ». À L'Ile-Saint-Denis, fin avril, des policiers ont tabassé un Égyptien qu'ils avaient sorti de la Seine. « *Un bicot comme ça, ça nage pas* », avait glissé l'un. Il y a quelques jours, un groupe Facebook de milliers de policiers débordait de propos orduriers.

Oui, la police est tout à la fois traversée par le racisme et violente, en particulier contre les immigrés et les plus pauvres. La classe capitaliste et son État s'appuient sur elle. Partout, police et État défendent des systèmes fondés sur l'exploitation et sur les inégalités sociales. Partout, cela repose sur l'usage de la force et de la violence. Partout, la police et l'armée veillent à ce que les opprimés subissent l'oppression sans se révolter. Partout, elles défendent la propriété privée de l'économie et le sacro-saint profit.

Et, partout, le capitalisme charrie avec lui tous ces préjugés qui opposent les prolétaires à d'autres prolétaires : le racisme, le nationalisme, la xénophobie et le sexisme. Partout, le capitalisme divise pour mieux régner, il dresse les pauvres contre d'autres pauvres. Et partout, à Minneapolis comme ailleurs, les États capitalistes reposent sur des hommes de main qui entretiennent ces divisions.

Alors, il faut espérer que le combat engagé ces jours derniers contre le racisme et les violences de la police se poursuive, qu'il s'amplifie et qu'il s'attaque à la racine du mal, au capitalisme lui-même.

Manifestons le 16 juin : pour financer l'hôpital, il faut faire payer le capital !



financement massif dont a besoin le système de santé.

Or les recettes de la Sécurité sociale, qui finance entièrement le système hospitalier, sont rognées constamment pour accorder au patronat toujours plus d'allègements de cotisations. La crise sanitaire et la crise économique empireront les choses puisque les cotisations des entreprises ont été reportées ou annulées.

Il est significatif que le gouvernement lie la question de l'augmentation des salaires à l'hôpital à celle de l'augmentation du temps de travail. Autrement dit, il ne faut espérer ni embauches ni augmentation de salaire ; ou alors il faudrait que les hospitaliers se les paient eux-mêmes en travaillant encore plus.

Pour inverser ce cours des choses, il faudra imposer que l'on prenne sur les milliards versés en dividendes aux gros actionnaires du Cac 40 et à quelques autres. C'est une exigence qu'il faudra faire entendre haut et fort, le 16 juin et au-delà.

Alors qu'une longue séquence de parlottes s'est ouverte au ministère de la Santé, avenue de Ségur à Paris, autour de l'avenir de l'hôpital, des manifestations sont organisées dans tout le pays mardi 16 juin pour rappeler les exigences des travailleurs de la santé : des hausses de salaire et des embauches immédiates. Des travailleurs d'autres secteurs s'y joindront aussi.

Bien des discussions avenue de Ségur porteront sur la gouvernance des hôpitaux, sur le découpage géographique des territoires de santé, ou encore sur l'architecture administrative des Agences régionales de santé. Toutes ces questions sont secondaires, tant que l'étranglement financier que subit le système hospitalier depuis des lustres n'est pas remis radicalement en cause.

La gestion financière conduit chaque année à des fermetures de structures, à du personnel en moins dans les hôpitaux et les Eh-

pad, à des salaires trop faibles, à du manque de matériel.

Les différents « plans hôpitaux » concoctés en catastrophe l'an dernier par la précédente ministre de la Santé, Agnès Buzyn, sous la pression croissante des protestations du personnel hospitalier, n'y ont rien changé – la pénurie récente de masques, de gel, de lits, etc., en témoigne – car il manque le nerf de la guerre : le

PROCHAINES RENCONTRES AVEC LES MILITANTS DE LUTTE OUVRIÈRE

MARCHÉ DE SAINT-ANDRÉ
VENDREDI 19 JUIN de 8H30 à 10H00

MARCHÉ DE SAINT-BENOÎT
SAMEDI 20 JUIN de 8H30 à 10H00

MARCHÉ DE SAINT-PIERRE
SAMEDI 27 JUIN de 8H30 à 10H00

MARCHÉ DU CHAUDRON
DIMANCHE 28 JUIN de 8H30 à 10H00

Le racisme de la police, un produit de l'ordre social

Alors que de nombreux jeunes manifestent contre les violences et le racisme de la police, la presse a mis en lumière l'existence de groupes Facebook, sur lesquels des milliers de policiers déversent leurs insanités racistes, antisémites, homophobes et sexistes.

Macron a réagi en demandant « *des propositions claires pour améliorer la déontologie des forces de l'ordre* » à Édouard Philippe et à Christophe Castaner, le ministre de l'Intérieur. Celui-ci, lors de sa conférence de presse du 8 juin, a annoncé le renforcement de l'usage des caméras lors des contrôles d'identité. C'était déjà l'une des mesures phares du gouvernement Hollande,

et cela n'a rien changé car les policiers s'en servent à leur convenance. Il a aussi déclaré que les méthodes d'étranglement seraient abandonnées.

Mais les violences policières ne se limitent pas à quelques techniques d'interpellation. Le racisme d'une partie de la police est avant tout social, c'est un racisme à l'égard de la fraction la plus pauvre, souvent d'origine immigrée, des classes populaires. Il a ses racines dans le rôle social de la police au sein d'un système foncièrement injuste et inégalitaire. Protéger les riches, le grand patronat contre les grévistes, les propriétaires de logement contre les locataires qui ne peuvent plus

payer, les magasins qui regorgent de marchandises bien trop chères pour le salarié moyen, voilà le véritable rôle de la police.

Les partis de gauche et notamment le PCF, dans leurs critiques des politiques gouvernementales, évoquent une « police républicaine » qui serait respectueuse de la population et de ses droits. C'est oublier tout le rôle social qu'elle joue dans une république qui n'a rien d'idéal et qui est la forme politique du système de domination de classe. En ce sens, la police, en France comme aux États-Unis, est bien républicaine, mais aussi inégalitaire et raciste, à l'image de la société qu'elle défend. C'est bien cela qu'il faut changer.

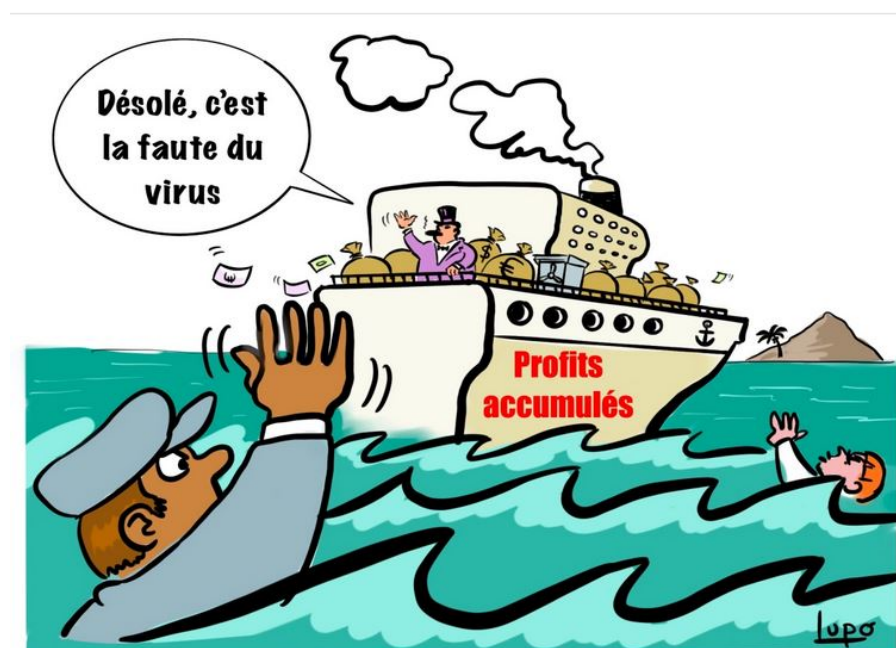
6,7 millions de chômeurs : une société malade

En avril, en France, 843 000 nouveaux chômeurs sont entrés dans la catégorie A, c'est-à-dire sans aucune activité. Au total, toutes catégories confondues, le nombre des chômeurs s'élève à plus de 6,7 millions sur la France entière, sans compter Mayotte. Derrière ces chiffres, ce sont autant de familles poussées vers la pauvreté.

Les trois quarts des nouveaux chômeurs de catégorie A sont d'anciens chômeurs de catégorie B ou C (en activité réduite), souvent intérimaires, en CDD ou en contrat court. Dans les secteurs comme le commerce, les services à la personne, l'hôtellerie, le tourisme, la restauration, le transport, la construction, l'industrie du spectacle, la crise sanitaire les a contraints à cesser complètement le travail.

La réforme de l'Assurance chômage, qui entre en vigueur au 1er septembre, va aggraver la situation en durcissant le mode de calcul de l'allocation pour les travailleurs ayant alterné contrats courts et périodes de chômage.

Après avoir viré les contrats précaires, toutes les grandes entreprises



annoncent maintenant des suppressions d'emplois pour les mois à venir. Voilà l'avenir que les capitalistes préparent aux travailleurs : d'un côté, des millions de femmes et d'hommes condamnés à la violence du chômage et de la pauvreté ; de l'autre, ceux qui gardent un emploi sentent la menace des baisses de salaire, des journées de travail rallongées, des congés rognés. Pendant ce temps, dans les entreprises et dans les

services publics utiles à la population, ces millions de bras et de cerveaux vont manquer.

Sacrifier la vie des travailleurs pour sauver les fortunes des riches, ce n'est pas une fatalité liée à la baisse réelle des ventes. C'est un choix de classe pour répondre à cette crise sans toucher aux profits des capitalistes.

Déconfinement : avec crise annoncée

Avec le déconfinement, le gouvernement pousse à la reprise du travail dans les entreprises où celui-ci avait cessé, au retour à la cadence normale dans les autres. Mais, en économie capitaliste, il ne suffit pas de remettre les travailleurs à l'ouvrage, encore faut-il que des consommateurs achètent les marchandises et les services ainsi produits.

Aujourd'hui, les automobiles sont sur les parkings des usines, les pommes de terre sont stockées dans les fermes, les hôtels sont vides, les avions à l'arrêt. Les ministres et les médias font donc campagne pour que les consommateurs consomment. Le ministre de l'Économie met au point des primes pour acheter des voitures neuves et des économistes insistent sur le fait que les ménages auraient épargné 55 milliards d'euros pendant

le confinement. Il conviendrait maintenant de les dépenser !

En même temps, 850 000 travailleurs précaires ont perdu leur emploi, des centaines de milliers d'autres n'ont plus aucune opportunité de travailler, des millions ont vu leurs revenus amputés et redoutent les licenciements. Toute la classe travailleuse craint avec raison de subir le chantage entre réduction de salaire et licenciement. Ce ne sont pas ces travailleurs ni les chômeurs qui vont consommer plus.

Toutes ces marchandises invendues, alors que tant de besoins existent, en voiture comme en nourriture jetée à la poubelle sont autant d'illustrations de l'absurdité de l'économie capitaliste.

Les reportages radieux dans lesquels les bobos parlent aux bobos de

leurs apéros et les incantations à la consommations entonnées par les économistes n'y changeront rien.

C'est une tare congénitale de ce système que d'être périodiquement conduit à réduire les travailleurs à la misère alors même que l'économie crève de ne pouvoir écouler ses marchandises.



Le Medef enfonce le clou

Dans une interview dans le journal *Les Échos* du 10 juin le président du Medef Geoffroy Roux de Bézieux, considère qu'il est temps pour les travailleurs « de retourner travailler et de consommer ».

Il attend pour ce faire « une parole publique forte », que le « gouvernement dise aux Français : c'est le moment de la reprise ».

Sieur Roux de Bezieux feint de ne pas être au courant que depuis le 11 mai son gouvernement a remis au boulot les travailleurs qui n'étaient pas encore dans les usines, sur les chantiers, dans les bureaux sur les exploitations agricoles, etc. Il oublie qu'au plus dur de la crise les soignants n'ont jamais cessé de soigner, les employés de commerce de remplir les rayons et de scanner les produits, les camionneurs de livrer, les enseignants de faire cours, etc. avec le coup de main de Macron, Philippe, Penicaud et les autres qui ont fait passer un arsenal de lois pour forcer les travailleurs à rester à leur poste et à renoncer au repos auquel ils ont droit.

Le Medef veut plus. Il veut que le

gouvernement mette la pression pour que les quelques écoles qui ne sont pas encore rouvertes ou qui n'accueillent pas encore tous les élèves le fassent pour que les parents qui bénéficient encore du congé pour garde d'enfant n'aient plus de raison de rester chez eux. Il veut un « allègement des soixante protocoles sanitaires » pour dépenser moins et surtout pousser les travailleurs à produire davantage. Il souhaite que chaque entreprise ait la possibilité de « négocier » la suppression des congés pendant l'été ou l'automne en France. De même, il se plaint que des accords de performance collective soient soumis à des « exigences fortes ».

La revendication d'avoir une totale main-mise sur les travailleurs ne suffisant au patronat, il réclame en plus des cadeaux financiers comme la baisse de la contribution sociale de solidarité des sociétés, le plafonnement de la Contribution économique territoriale, etc. quitte à « avoir un déficit important tout de suite » pour l'État.

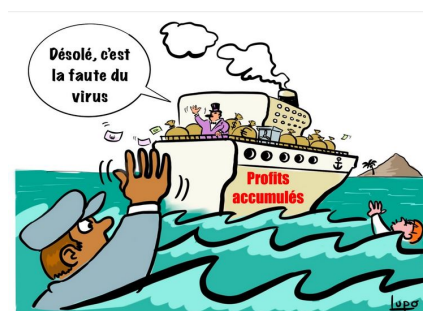
Quant à l'idée saugrenue de taxer

les plus aisés, le représentant du grand patronat rétorque que « cela n'aurait aucun sens » ; que les patrons ont assez donné.

Alors que Roux de Bézieux prétend vouloir avec ces mesures éviter la destruction massive d'emplois, ses amis chez Renault, Ryanair, Air France, Camaïeu, le groupe Accor et d'autres encore s'apprentent à mettre dehors des dizaines de milliers de travailleurs en France et dans le monde.

Roux de Bézieux et les siens intensifient leur guerre contre les travailleurs.

Il est vital pour le monde du travail qu'il réplique par une offensive générale.



Collectivités locales : frappées par la crise et le gouvernement

Les collectivités locales, dont les finances sont déjà souvent mal en point, ont vu la crise sanitaire aggraver leur situation. C'est vrai en premier lieu dans les départements qui concentrent une forte proportion de travailleurs précaires.

Le RSA peut être attribué à des travailleurs de plus de 25 ans ayant perdu leur emploi, mais n'ayant pas assez cotisé pour avoir droit aux allocations chômage. Ce sont donc des précaires qui cumulaient les petits jobs, les CDD, les missions d'intérim coupées de périodes de chômage, les vacances à l'heure, qui se retrouvent n'avoir que le RSA pour vivre. Ou plutôt pour survivre, car

son montant, même revalorisé au 1er avril, n'est que de 564,78 euros pour une personne seule et de 847,17 euros pour un couple sans enfant.

Ces travailleurs ont été les premiers à perdre massivement leur emploi avec la crise du Covid-19. Ce sont les communes et départements populaires où ils habitent qui doivent faire face à l'explosion des dépenses sociales. Ces communes doivent fournir ici une aide alimentaire, là des subsides à des familles qui n'ont plus aucun revenu. Et bien sûr, alors que les départements ouvriers comptaient déjà avant la crise le plus grand nombre d'allocataires du RSA, ce sont encore eux qui doivent

subir sa montée en flèche. Résultat, ils peuvent de moins en moins assurer certaines dépenses sociales – subventions aux cantines scolaires, au logement, secours d'urgence, etc. –, ce dont les plus pauvres de leurs habitants sont les principales victimes.

En janvier 2003, quand le gouvernement Raffarin avait instauré le RSA, il s'en était déchargé sur les départements. Il avait promis de leur rembourser « à l'euro près » ce qu'ils verseraient à ce titre. En 2020, le gouvernement leur en rend à peine plus de la moitié. Cela ne va donc pas s'améliorer.

Région : déficit ou pas, majorité et opposition d'accord sur un point, aider les patrons !

La dernière assemblée plénière de la Région a été l'occasion d'une bataille de chiffres entre la majorité rangée derrière Didier Robert et ses opposants de gauche et de droite.

Le président de l'assemblée régionale s'est félicité d'avoir terminé l'année 2019 sur un résultat de clôture positif de 67 millions d'euros, mais ses contradicteurs lui ont répondu que sa présentation chiffrée était fallacieuse car nombre de chantiers sur lesquels il s'était engagé avaient été abandonnés.

Seule concession du président à

ses contradicteurs, l'exercice 2020 a de fortes chances de se terminer dans le rouge si l'État ne compense pas le déficit attendu par un nouvel apport d'argent que la région évalue à 88 millions d'euros. Pour l'instant le gouvernement n'a annoncé qu'une aide de 150 millions à partager entre 23 régions... Il est évident que sans cette aide la région sera amenée à faire une croix sur nombre d'investissements intéressants au premier chef les classes populaires (lycée, université, entretien des routes, etc.).

Mais ce qui est tout aussi évident,

c'est que si les finances de la Région et de l'État, sont aussi tendues, c'est parce que l'une comme l'autre consacrent avant tout leur argent à arroser les capitalistes au lieu de le consacrer aux besoins urgents de la population.

Or s'il est un sujet où majorité et opposition de l'assemblée régionale se retrouvent d'accord, c'est bien sur celui de subventionner les entreprises au prétexte de défendre l'économie et les emplois, avec les résultats que l'on sait pour les travailleurs !

Aret pleuré

Mécontents du soutien (surtout financier) que leur apporte la Région notamment pendant la période de la crise sanitaire, les patrons transporteurs du réseau « car jaune » ont organisé le 4 juin un défilé en bus de Saint-Paul jusqu'à l'hôtel de Région. Bien sûr, ces patrons n'étaient pas au volant de leurs véhicules mais avaient mobilisé pour cette opération appelée « Aret roulé » quelques uns de leurs chauffeurs.

Reçus par le président de la Ré-

gion Didier Robert, les patrons des dix entreprises de transport regroupés au sein de Cap'Run dont le porte-parole est Louis Carpaye connu pour faire la chasse aux syndicalistes dans son entreprise et mener la vie dure à ses salariés, sont sortis satisfaits de l'entretien. Et pour cause.

Robert prétendument « méprisant » et « sourd » à leurs revendications, a retrouvé l'ouïe rapidement et a promis notamment, de solder les contentieux en cours avec les trans-

porteurs, d'annuler les pénalités de 2018 ainsi que celles liées à la crise Covid-19, de neutraliser les risques au niveau des recettes et du carburant pour l'année 2020.

Comme toujours, les patrons font semblant de se mettre en colère et le président de Région se plie à leurs volontés.

À quand la colère des travailleurs du transport contre leurs patrons exploités ?

Délégation de service public ou comment enrichir les capitalistes



Depuis 2017, la Région a hérité de la responsabilité des réseaux de transport interurbain et scolaire du Conseil départemental.

Comme le faisait le Département, la Région passe pour plusieurs années un contrat dit de « délégation de service public » (DSP) avec les sociétés privées du transport, en l'occurrence les 10 entreprises

regroupées actuellement au sein de Cap'Run constitué lui-même du GIE Activ qui assure l'exploitation et de Transdev Services Réunion qui en est le gestionnaire.

Pour faire simple, la Région finance les capitalistes pour transporter les voyageurs et les élèves toute l'année.

Le contrat passé entre la collecti-

tivité et ces patrons est d'un montant d'environ 200 millions d'euros et est valable 10 ans.

Il comprend juste le transport mais pas l'entretien, l'équipement des réseaux et des gares qui restent à la charge de la Région ainsi que les agents du réseau autres que les chauffeurs de bus.

C'est donc un joli pactole qui tombe dans les poches des Carpaye, Moutoussamy, Mooland, etc.

Ce n'est pas le souci de rendre service à la population et encore moins de préserver les « 2000 emplois et autant de familles » comme ils disent, qui motivent ces capitalistes mais l'appât du gain.

Le transport, comme d'autres services utiles à la population seraient plus efficaces et reviendraient moins chers s'ils étaient véritablement publics et sous le contrôle des travailleurs.

ADECALOM ou une résistance de foire

Un collectif nommé Adecalom (association contre la domination économique et pour la défense des citoyens attachés aux libertés outre-mer) veut saisir le Conseil d'État et le tribunal administratif contre la décision de l'Autorité de la concurrence d'avoir autorisé le rachat de Vindémia par le groupe Bernard Hayot.

Les fondateurs de cette association dont un ingénieur en agro-alimentaire, un économiste, un patron, font de la résistance à ce qu'ils considèrent comme l'emprise de GBH sur

la grande distribution à La Réunion. Ils déplorent les « miettes » données à des groupes « plus ou moins locaux » comme Make Distribution et le groupe Tien Ah Koon.

Ces défenseurs de l'économie peï prennent le relais des capitalistes, des syndicalistes et des élus locaux qui avaient dénoncé l'année dernière ce rachat de Vindémia par GBH et qui avaient demandé à Macron d'intervenir.

Tous veulent faire croire que les consommateurs auraient à perdre

dans cette opération capitaliste parce que, selon eux, avec ce quasi monopole de GBH, les prix vont inmanquablement grimper.

Quelle blague ! Comme si jusqu'à maintenant les prix n'augmentaient pas dans les grandes surfaces qu'elles appartiennent au béké Hayot ou à ses concurrents.

Les seuls qui pourront défendre les consommateurs sont les travailleurs qui contrôleront les prix et les profits.

L'argent des retraites complémentaires joué à la Bourse !

Les ministres de l'action et des comptes publics, de la santé et le secrétaire d'État chargé de la retraite ont rejeté fin mai la demande d'avance remboursable de 8 milliards d'euros, réévaluée à 2 milliards, du président (CFDT) Jean-Claude Barboul et du vice-président (Medef) Didier Weckner de la caisse complémentaire de retraite Agirc-Arrco des salariés du privé, jugeant

leur requête abusive, ladite caisse disposant de 65 milliards de réserves (Le Monde du 11 juin 2020).

Les gestionnaires de la caisse avaient justifié leur demande par la baisse des rentrées de cotisations qu'aurait causée la crise sanitaire, mais il semble bien plutôt que leurs réserves financières auraient fondu pour une toute autre raison qui tient au fait qu'ils ont placé une bonne par-

tie des milliards de la caisse dans l'achat d'actions et d'obligations de grandes entreprises dont la valeur a chuté ces derniers mois avec la crise !

C'est donc cette prise de risque qui fait encourir aujourd'hui à des millions de retraités le risque de ne pas être payés de leurs retraites complémentaires en juin et juillet !

Sans-papiers : des travailleurs qui relèvent la tête



fSerge D'ignazio

En participant massivement aux Marches de la solidarité organisées le 30 mai à Paris et dans plusieurs villes de province, malgré l'interdiction, la présence policière et les risques encourus, des milliers de travailleurs sans papiers ont décidé de sortir de l'ombre pour exiger leur régularisation.

Livresse à vélo ou en scooter, travailleuses et travailleurs du nettoyage, agents de sécurité, aides à domicile, éboueurs, plongeurs dans la restauration, manœuvres dans le bâtiment, saisonniers dans l'agriculture, voilà quelques-uns des emplois vitaux assurés par les travailleurs immigrés souvent sans papiers. Certains ont continué à travailler pendant

tout le confinement pour livrer midi et soir, la peur au ventre, des repas pour le compte de Deliveroo, Uber, Frichti ou d'autres plateformes.

Le confinement, avec la fermeture des restaurants, des chantiers, des aéroports, en a privé beaucoup d'autres de tout emploi, déclaré ou pas, les privant de tout revenu puisque leur précarité les empêchait de bénéficier du chômage partiel ou d'autres dispositifs gouvernementaux.

À la précarité de l'emploi s'ajoute pour ces damnés de la terre la précarité du logement. Ils partagent ces conditions de vie et de travail difficiles avec d'autres travailleurs des banlieues parisiennes ou des grandes villes. Mais l'absence de titre de sé-

jour, en exacerbant leur précarité, aggrave leur situation, les livrant plus facilement aux marchands de sommeil.

C'est pourquoi un si grand nombre d'entre eux a choisi de descendre dans la rue, alors même que les manifestations restent interdites. Ils voulaient exprimer leur colère : ils sont là depuis 10 ou 15 ans, ils paient leur loyer, ils assurent des emplois vitaux, ils ont été en première ligne depuis trois mois, ils doivent être régularisés. Ils ont entièrement raison et le combat qu'ils ont entrepris en s'organisant pour obtenir des papiers, doit être aussi celui de tous les travailleurs.

La crise du capitalisme fait plonger les pays « émergents »

Les nations africaines seraient moins touchées que l'Europe, la Chine, le Brésil et les États-Unis par l'épidémie de Coronavirus, nous a-t-on dit, quoique... des pays comme l'Afrique du Sud ou l'Algérie soient particulièrement affectés ! Mais, en tout cas, elles sont frappées de plein fouet par l'effondrement du prix des matières premières dont l'exportation contribue, pour certaines, jusqu'à 90 % de leurs ressources financières.

C'est le cas de produits tels que le pétrole, le gaz naturel liquéfié, l'aluminium, le cuivre, le coton ou le ni-

ckel dont la consommation des grands pays producteurs a plongé avec l'arrêt total ou partiel de leurs usines.

Les grands projets d'investissements des pays « émergents » sont aujourd'hui remis à plus tard, voire abandonnés, faute d'argent et ce n'est pas demain qu'ils pourront se doter des hôpitaux, des écoles, des usines de traitement d'ordures, de traitement des eaux usées ou de logements décentes dont leurs populations les plus défavorisées manquent cruellement. Des investissements non réali-

sés depuis des lustres du fait aussi que l'argent de ces États est détourné par les cliques au pouvoir.

Alors si l'épidémie virale n'a fait que renforcer les traits inhumains du système capitaliste, c'est bien ce système injuste et irréformable qui est seul responsable des problèmes dans lesquels les travailleurs et les plus pauvres sont obligés quotidiennement de se débattre. C'est lui qu'il leur faudra abattre s'ils veulent en finir avec le sous-développement et leurs vies de misère !

La farce électorale

Le deuxième tour des élections municipales aura lieu le 28 juin prochain. À La Réunion 17 communes sur 24 sont concernées.

Il y aura des triangulaires, des duels et même un maire sortant face à lui-même à Saint-Leu.

Dans plusieurs villes, il y a eu des alliances pour faire des listes communes qui ressemblent à un véritable zembrocal pour ne pas dire à un mangé cochon.

À Saint-Paul, par exemple, le maire sortant Sinimalé qui était arrivé second derrière Huguette Bello le 15 mars, se rallie à Bénard arrivé en troisième position et à Jean-François Nativel. Il laisse la tête de liste à Bénard contre la promesse d'avoir la présidence du TCO. À Saint-Denis la sénatrice de droite et ex-présidente du Département Nassimah Dindar se jette dans les bras de Ericka Bareigts, la dauphine de l'ex secrétaire du PS Gilbert Annette pour faire barrage au président de Région Didier Robert. À Saint-Benoît le PS Leconstant fait



liste commune avec Dalleau qui avait été soutenu par Didier Robert. Deux autres têtes de liste du premier tour, Valérie Gangnant-Payet et la girouette Jean-Luc Julie se rangent également derrière Dalleau.

Mais aussi folkloriques que soient tous ces mariages droite-gauche-centre, etc. ils ne sont pas contre nature.

En effet, s'ils trouvent tous le moyen de s'entendre, c'est que leur

politique et leurs programmes respectifs sont les mêmes. Tous veulent se mettre ensemble pour diriger les municipalités et y appliquer localement la politique décidée au gouvernement et dictée par le patronat au profit de celui-ci et non dans l'intérêt du plus grand nombre comme ils le prétendent.

Les travailleurs, les retraités, les plus pauvres n'ont vraiment rien à attendre de ces élections.

DANS LES ENTREPRISES

TEREOS

Des millions pour les actionnaires, des miettes pour les ouvriers

Tereos, deuxième groupe mondial producteur de sucre et propriétaire des deux dernières usines sucrières de La Réunion a bénéficié ces dernières années de toute la générosité et des attentions de l'État et de toute la classe politique réunionnaise. L'an passé l'aide de 28 millions d'euros allouée par l'État français a été reconduite pour compenser l'instauration de quotas sucriers au niveau mondial. Ses dirigeants osent se présenter comme des victimes de la concurrence internationale, mais ce sont eux qui, d'année en année, évincent les petits producteurs, les rachètent et finissent par s'accaparer

tout le marché.

Ainsi pour la période 2019/2020, Tereos a vu son Ebitda (rentabilité de l'entreprise avant impôts et amortissements) augmenter de 53 %, à 420 millions d'euros, et son cash-flow (capacité d'autofinancement) de 43 % à 234 millions d'euros. La remontée récente des cours du sucre lui a permis d'augmenter considérablement son chiffre d'affaire et de dégager 24 millions d'euros de profits qui iront tout droit dans les poches de ses dirigeants.

Les actionnaires et les dirigeants roulent sur l'or, mais pas question de faire profiter de ces rentrées d'argent

ceux qui triment jour et nuit et à longueur d'année dans les usines de production !

Lors des dernières NAO du début de cette année, le directeur régional a osé déclarer aux représentants du personnel que le groupe était en difficulté et n'avait pas les moyens d'augmenter les salaires... Après moult réunions, il a fini par lâcher 2 % d'augmentation aux ouvriers, avec un plancher de 134 € pour les plus bas salaires,

Une misère et une provocation de la part de ce trust international !

Les « départs volontaires » chez Air Austral

Alors qu'elle venait de se faire octroyer par la Région un prêt de 10 millions d'euros, la direction d'Air Austral, piquée au vif par le bruit qui courait sur son intention de réduire de 10 % l'effectif de ses salariés, a démenti dans un communiqué daté du 8 juin.

Licencier, elle s'en défend. Elle entend juste, « compte tenu des incertitudes qui pèsent sur le secteur aérien et la demande de voyage au cours des prochains mois, voire an-

nées, ... travailler ... à une amélioration de sa compétitivité et à une contraction de ses coûts » !

Et pour cela, elle dit avoir présenté « un dispositif à ses délégués syndicaux ainsi qu'à son Conseil d'Administration, en vue de conclure un plan d'adaptation prévoyant, en plus des mesures déjà mises en œuvre au sein de l'entreprise telle que l'activité partielle d'une partie du personnel, la signature de deux accords d'entreprise, de performance collec-

tive et de rupture conventionnelle collective, visant à un resserrement de son organisation » (Freedom du 8 juin 2020).

Air Austral n'a pas l'intention de licencier, juste de pousser une partie de ses salariés vers la porte. Nuance !

DANS LE MONDE

ÉTATS-UNIS

Républicains et démocrates contre les manifestants

Le meurtre de sang-froid du Noir George Floyd par un policier blanc à Minneapolis a provoqué de nombreuses manifestations à travers tous les États-Unis. Les manifestants, qui bravent les couvre-feux, se heurtent souvent à des forces de police ou à des militaires chargés de maintenir l'ordre établi, fût-il raciste, envoyés dans les rues par des responsables républicains autant que par des démocrates.

La campagne présidentielle, qui s'intensifie à quelques mois du vote en novembre prochain, incite Trump à tenir un discours sécuritaire clairement dirigé contre les Noirs et les Blancs révoltés par le racisme policier.

Ce qui est présenté comme des « pillages » est bien souvent le fait de pères et de mères de familles pauvres, au chômage comme plus de 40 millions de personnes, qui ont un besoin vital de rapporter de quoi manger à la maison.

Avec des propos convenus sur la justice et la réconciliation nécessaire, le Parti démocrate espère détourner vers les urnes en novembre la colère qui s'exprime dans les rues. Mais chasser Trump de la Maison-Blanche



Manifestation à Brooklyn, New York, le 29 mai.

ne changera rien aux inégalités raciales et sociales. Sous sa présidence, nombre de meurtres racistes ont été commis par la police sans que rien ne change. Tout le poids de l'appareil d'État, qui abrite des racistes pratiquement assurés d'être impunis, pèse sur les Noirs, quelle que soit l'alternance des démocrates et des républicains aux postes de pouvoir.

Concurrents électoralement, républicains et démocrates portent conjointement la responsabilité historique de la situation. Ils se rejoignent pour essayer de protéger la bourgeoisie américaine des révoltes qui pourraient ébranler sa domination, qu'elle maintient en partie grâce à la division raciale de la classe ouvrière.

Le meurtre de George Floyd,

après tant d'autres, fait détoner une poudrière sociale. La crise épidémique et l'extension effroyable du chômage en constituent les matières explosives, les dernières en date. À travers les États-Unis, une partie de la jeunesse blanche, qui voit ses rêves d'avenir s'évanouir, se joint aux Noirs qui veulent en finir avec cette société incurablement raciste. S'ils prennent conscience que le capitalisme et l'État forment un bloc, qu'il faut renverser pour ne pas revivre sans cesse les mêmes horreurs, alors cette révolte ouvrira un chemin vers l'avenir.

Quatre siècles de violences contre les Noirs américains

Depuis la déportation massive des Noirs en Amérique par les négriers européens, français, anglais, hollandais au début du 17^{ème} siècle jusqu'à aujourd'hui, le sort des Noirs américains n'a été qu'un chemin de souffrances. D'abord l'esclavage qui les a réduits, par millions, à l'état de meubles que les propriétaires blancs pouvaient acheter, séparer les uns des autres, déplacer à leur gré, fouetter et torturer à mort au moindre refus d'obéir ou de travailler jusqu'à épuisement.

Puis vint la guerre de Sécession entre les états du Sud ouvertement esclavagiste et les états du Nord désireux de « libérer » les esclaves pour en faire des esclaves salariés dans leurs usines et leurs mines, dans leurs immenses propriétés, pour construire villes et chemins de fer, ports et commerces.

Mais malgré l'abolition officielle de l'esclavage en 1865, le sort réservé aux Noirs a toujours été celui de citoyens de seconde zone. La pre-

mière, puis la deuxième guerre mondiale dans lesquelles les Noirs ont été jetés en première ligne ne leur a pas apporté pour autant plus de respect de la part du pouvoir blanc, ni plus de droits, ni la fin de la ségrégation dont ils étaient victimes quotidiennement.

Durant des dizaines d'années, des générations de militants ont lutté. Les organisations noires telles que le NAACP, le mouvement nationaliste noir dirigé par Marcus Garvey au début du 20^{ème} siècle, puis le grand et puissant mouvement pour les droits civiques animé par des leaders noirs comme Martin Luther King, la détermination des militants révolutionnaires des Black Panthers et des Musulmans Noirs dans les années 1960, le courage d'une femme noire comme Rosa Parks qui refusa en 1955 de s'asseoir à l'arrière du bus pour laisser les places de devant aux Blancs. Il y a eu aussi toutes les révoltes dans les ghettos noirs contre la violence et l'arbitraire des flics

blancs, contre les discriminations à l'embauche, à l'éducation et au logement pour que les Noirs commencent à se faire respecter.

Cependant, la société américaine est restée gangrenée par le racisme et l'injustice faite aux Noirs qui restent globalement la communauté la plus mal lotie des États-Unis, la plus victime du chômage, la plus abonnée aux emplois difficiles et mal payés, la moins représentée dans les métiers les plus qualifiés, dans les organes des pouvoirs économiques et politiques et la plus victime de la répression policière comme on l'a vu avec l'assassinat récent de Georges Floyd par un flic blanc raciste.

C'est cet acte abject, faisant suite à des milliers d'autres, qui a déclenché l'actuelle mobilisation massive et la colère des Noirs américains, mais aussi, à leurs côtés, celle de tous ceux qui étouffent dans cette société, basée sur l'exploitation de l'homme par l'homme.

BURKINA FASO

Barkhane renforcée, la terreur persiste

Dans l'Est du Burkina Faso, cinquante personnes ont été tuées samedi 30 mai lors de l'attaque d'un marché au bétail. Suivant leur habitude, les djihadistes ont fait irruption à moto et ont ouvert le feu sur les habitants et les commerçants présents, les poursuivant jusque dans la brousse.

Les attaques des groupes djihadistes se multiplient ainsi dans le pays, et le fait que les effectifs de la force française Barkhane ont été portés début mars à 5 100 hommes n'y a rien changé. La population de régions entières, coincée entre les différentes bandes armées, ne sait plus où s'enfuir pour retrouver la sécurité.

Dans les villages entre leurs mains, les djihadistes attisent les vieux conflits, incitant les éleveurs à

recupérer les terres appartenant aux cultivateurs, et se présentent comme des justiciers face à un État corrompu. Face à eux, l'armée burkinabé se soucie bien peu de protéger les villageois. Quand elle arrive sur place, une fois les djihadistes partis, c'est pour exercer des représailles contre la partie peule de la population, indistinctement accusée de les soutenir parce qu'elle est de confession musulmane. Pour fuir cette spirale de violence, 800 000 Burkinabés, soit un habitant sur vingt, ont dû fuir leur foyer.

Il y a bientôt six ans, un espoir s'était levé au Burkina. Le dictateur Blaise Compaoré avait été renversé par un soulèvement populaire qui avait jeté dans la rue toute une jeunesse désireuse de mettre fin à la cor-

ruption et au régime policier. La France, après avoir exfiltré Compaoré vers la Côte d'Ivoire, avait alors manœuvré pour que ces aspirations soient déçues et que succède au dictateur en fuite un régime tout aussi corrompu et antipopulaire, le seul type de régime que l'impérialisme français peut tolérer dans ses anciennes colonies. Les djihadistes arrivant du Mali voisin n'ont ainsi eu aucun mal à recruter des adeptes en s'appuyant sur la haine que suscite un tel État, avant aujourd'hui d'imposer leur terreur.

L'armée française est là pour protéger ce régime, et certainement pas la population burkinabé.

Le groupe Accor fait payer la crise à ses salariés

Accor, le groupe français d'hôtels implanté dans 110 pays, propriétaire de 5000 hôtels dans le monde (Sofitel, Novotel, F1, Ibis, etc.) et qui a réalisé 4 milliards d'euros de chiffre d'affaires en 2019, a décidé de licencier les deux tiers du personnel de ses hôtels au prétexte de la chute de la fréquentation de ses établissements.

« *Je ne déprime pas, ce n'est pas mon genre. Je suis plus passionné que jamais par ce métier et par les*

gens qui sont autour de moi : leur réactivité et leur passion m'ont bouleversé ces derniers jours. » , c'est ainsi qu'en avril, son PDG, Sébastien Bazin, se répandait dans les medias.

C'est sûr que ce financier, ami entre autres de Sarkozy, ne risque pas d'aller faire la queue pour des colis alimentaires. Il a seulement à tendre la main du côté des aides de Bercy.

À Maurice, les 250 employés du Sofitel de Bel Ombre, qui viennent

d'être privés d'emploi du jour au lendemain, et ceux des deux autres hôtels mauriciens, appartenant au groupe, sur qui pèse la même menace, sont, eux, au bord du gouffre de la misère. Comme tant d'autres sur la planète à qui les capitalistes veulent faire payer la crise de leur système.

Les travailleurs n'ont que leurs chaînes à briser pour s'offrir un monde meilleur.

Il y a 60 ans, les indépendances africaines (deuxième partie et fin)

L'État français admit l'indépendance des colonies d'Afrique après s'être assuré que les nouveaux appareils d'État étaient sous son contrôle. Il s'assurait aussi que leur administration économique était sous tutelle pour préserver les intérêts des capitalistes français, qu'il y avait une dépendance financière, et qu'il y avait un contrôle militaire français sur place. Ainsi en 1960 sont officiellement indépendants, le Cameroun le 1er janvier, le Sénégal et le Togo en avril, Madagascar en juin, le Bénin, le Niger, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Tchad, la République centrafricaine, le Congo et le Gabon au mois d'août, le Mali en septembre et la Mauritanie en novembre. C'est au cours de la décennie qui suit que les autres pays suivront le même processus.

En Guinée, les dirigeants de l'époque, avec à leur tête Sékou Touré, avaient été les seuls dirigeants africains à faire voter pour le non au référendum constitutionnel de 1958 organisé par la France et De Gaulle. Ils rejettent la création de la « Communauté française » sous l'égide de

la France. Ils proclament leur indépendance le 2 octobre 1958. Cette voie plus nationaliste tout comme la voie prônée par l'ex-puissance coloniale française conduira à une impasse pour le peuple guinéen et pour les autres peuples d'Afrique.

Les guerres d'indépendance du Vietnam et d'Algérie avaient certes ouvert la voie à un règlement global et sans guerre ouverte de la question coloniale en Afrique. Mais la voie était maintenant ouverte au néo colonialisme et à une autre forme de domination de l'impérialisme français.

La décolonisation de l'Afrique noire faite à froid a permis de maintenir les intérêts capitalistes en Afrique noire. Mais elle reste aussi le fruit de nombreuses luttes menées par la population et les travailleurs africains qui refusaient la soumission et l'exploitation coloniales. Il reste maintenant aux travailleurs africains et aux classes pauvres à conquérir leur émancipation totale du joug de l'exploitation capitaliste des exploiters locaux en lien avec l'impérialisme français, et des dirigeants locaux serviteurs corrompus des

classes riches et de l'impérialisme français.

ABONNEMENT

12 mois : 20 € / 6 mois : 12 €
Je souhaite m'abonner au journal *Lutte ouvrière - Île de La Réunion* pour une période de.....mois

NOM:

.....

Prénom :

.....

Adresse:

.....

.....

Ci-joint par chèque la somme deeuros

Pour nous contacter :

Lutte ouvrière

BP 184

97470 SAINT-BENOÎT

e-mail :

contact@lutte-ouvriere-ile-de-la-reunion.org



Impression spéciale *Lutte ouvrière*

Commission paritaire n°

1019C85576

Directeur de publication : Didier Lombard

Tirage : 100 exemplaires

ISSN : 2552-7282



des idées pour comprendre le monde

Visiter le site

<https://www.lutte-ouvriere.org/comprendrelemonde/>